



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Appel-a-mobilisation-41053>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Campagnes et mobilisations 2009 > Agissons pour une Europe sans nucléaire >
Appel à mobilisation

7 juin 2009

Appel à mobilisation

ELECTIONS EUROPEENNES : MOBILISONS-NOUS POUR QUE LES FUTURS DÉPUTÉS S'ENGAGENT !

Le nucléaire contre les crises climatique et économique ? Une illusion !

Les derniers rapports sur le climat prévoient d'ici à la fin du siècle une augmentation inquiétante de la température moyenne du globe, une hausse d'un mètre du niveau de la mer, la multiplication des tempêtes, sécheresses et inondations... En décembre 2009, les délégations réunies à la conférence internationale de Copenhague devront adopter les mesures nécessaires pour éviter le pire scénario.

L'industrie nucléaire entend tirer parti de cette crise pour mettre fin à sa traversée du désert.

Cette traversée du désert est liée notamment aux catastrophes de Three Mile Island (1979) et Tchernobyl (1986), ainsi qu'au risque de prolifération des armes atomiques. A grand renfort de communication dans les médias français et européens, elle présente la construction de nouveaux réacteurs comme une solution miracle. Pourtant, le nucléaire est une énergie très marginale, qui contribue fort peu à la lutte contre le dérèglement climatique et entrave de fait les vraies solutions.

Confrontée à de graves difficultés financières, l'industrie s'efforce de faire passer le nucléaire pour un ingrédient indispensable de la relance économique, voire d'une "croissance verte" !

Elle passe sous silence les coûts et les subventions pharaoniques liés à la construction des réacteurs et à leur futur démantèlement, tout comme les risques considérables (rejets radioactifs, accidents, terrorisme) et le problème irrésolu des déchets. Grâce à cette stratégie agressive, le nucléaire a de nouveau le vent en poupe en Europe, contre toute logique. Certains gouvernements évoquent de nouveaux programmes nucléaires ; d'autres, comme l'Italie, la Suède et la Belgique, envisagent de mettre fin à leur programme de sortie du nucléaire. En Allemagne, la coalition gouvernementale se déchire

sur cette question.

A cette fin, le lobby pro-nucléaire monte à l'assaut des institutions européennes.

Le **Conseil de l'Union européenne**, qui réunit les chefs de gouvernement et les ministres de tous les Etats de l'Union européenne, rechigne à prendre les mesures qui permettraient de lutter efficacement contre le dérèglement climatique... et certains de ses membres aimeraient faire étiqueter le nucléaire comme "énergie propre" !

La **Commission européenne**, qui élabore les directives, apporte un soutien actif et à peine voilé à la relance du nucléaire en Europe. Très ouverte aux lobbies, elle s'est faite le relais des industriels du nucléaire, qui sont devenus ses interlocuteurs privilégiés.

Énergie et climat, sûreté nucléaire, financement des programmes de recherche : les décisions correspondantes se prennent de plus en plus au niveau des institutions européennes.

Face à cette offensive pro-nucléaire, **le Parlement européen**, seul organe démocratiquement élu, peut tenter de faire barrage. Les projets de lois de l'Union européenne sont soumis au vote et aux propositions d'amendements des députés européens ; on leur doit l'objectif de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique européenne d'ici 2020. Mais eux aussi sont désormais courtisés par le lobby nucléaire...

C'est pourquoi nous devons impérativement, avant les élections du 7 juin prochain, interpeller les futur-e-s député-e-s, quelle que soit leur couleur politique. En leur envoyant les cartes postales ([à commander](#) ou [à télécharger](#)), vous leur rappellerez avec force que le nucléaire n'est pas une solution aux défis qui attendent l'Europe !

> Participez maintenant à une cyberaction pour interpeller les candidats aux élections